

Session Académique organisée par la COMECE

Université Catholique de Lille, 7 mars 2002

Intervention de Jacques DELORS

Notre idéal et notre priorité : Réunifier l'Europe

Je me rappelle souvent cette formule du Premier Ministre français Raymond Barre « *L'Europe ne fait bien qu'une chose à la fois* » et aujourd'hui devant la multitude des tâches qu'a entreprises l'Union, il faut pour introduire la réflexion, chercher un angle essentiel. Présenter le travail de la Convention aurait été un peu vain parce que je ne crois pas non plus que c'est par la seule réflexion institutionnelle – aussi importante soit-elle – que l'on peut trouver le fil d'Ariane qui rendrait l'Europe à la fois plus efficiente, plus transparente et plus compréhensible.

Et puis il y a tous ces chantiers qui sont en cours... Réussir l'Union économique et monétaire, oui, car en dépit du succès de la mise en circulation fiduciaire de l'euro, il reste beaucoup à faire pour que l'Union économique et monétaire marche sur ses deux jambes – l'économie et la monnaie – et puisse donc être au service du bien commun et non pas une fin en soi.

Il y a le processus de Lisbonne - ambitieux processus – que les chefs d'Etats et de gouvernements réunis en Conseil européen ont décidé afin de faire, disaient-ils, de l'économie européenne la plus puissante, la plus compétitive et la plus avancée sur le plan social.

Il y a la coopération en matière de sécurité – un point que je voudrais souligner -, il y a des progrès qui sont réalisés dans des domaines qui sont extraordinairement difficiles compte tenu de la diversité des législations en matière d'affaires judiciaires et de sécurité interne, compte tenu

aussi des tensions qui existent dans chaque pays entre les ministres de l'intérieur et les ministres de la justice, et même entre certaines conceptions de ce qu'est la délinquance.

Il y aussi la mise en place de la Force de Réaction Rapide, même si en ce moment c'est très compliqué et très difficile, parce que les ambitions des différents pays, les devoirs qu'ils s'assignent, ne sont pas les mêmes.

Et, au total, l'Europe progresse, discrètement, mais sûrement.

C'est pourquoi il m'a semblé que si l'on devait trouver un thème - qui ne soit pas arbitraire - et qui permette peut-être de résumer l'ensemble des interrogations sur l'avenir de l'Europe c'était la réunification de l'Europe. J'aime beaucoup cette formule, la réunification de l'Europe. Car c'est, à mon sens, notre idéal et notre priorité.

I. Les trésors et les mines cachés de la corbeille de mariage

Il ne faut pas que les difficultés liées à la négociation sur l'agriculture, sur les périodes de transition, sur les migrations, nous cachent la forêt des potentialités que présente cette grande Europe. A mon sens c'est le plus grand défi qui nous a été lancé, et je regrette que jusqu'à présent on traite cet élargissement par similitude avec les élargissements précédents ; ce n'est pas du tout du même ordre. Je ne parle pas en termes de population et de niveau de vie, je parle en termes de civilisation et de valeurs.

C'est aussi le défi le plus porteur d'interrogations sur l'avenir de l'Homme et sa destinée – puisque dans cette Europe là, nous intégrerons pleinement le schisme d'Orient. Nous allons donc avoir quatre ou cinq Europe -. Faire vivre ensemble 500 millions d'Européens, c'est le projet qui touche le plus en réalité à cette tentative de maîtrise de la mondialisation que tout le monde voudrait pouvoir réaliser. Si nous réussissons à réaliser les objectifs que je vais vous présenter dans un instant, les historiens diront en 2020 que l'Europe a réussi la synthèse entre le jeu du marché - la compétition, la libre concurrence -, d'un côté, les règles nécessaires de l'autre, entre une certaine uniformisation inévitable et la préservation des identités et des talents.

Ma démonstration se fonde sur trois points principaux :

Premièrement, contrairement aux plaintes et aux gémissements que j'entends souvent, la corbeille de mariage est beaucoup plus alléchante, beaucoup plus riche qu'on ne le dit ;

Deuxièmement, la grande Europe ne peut pas se fixer – pour être efficace, pour remplir ses buts – des objectifs aussi larges que ceux définis par le traité de Maastricht. Elle doit s'accorder sur des buts raisonnables et atteignables ;

Et enfin, troisièmement, la grande Europe est un atout à la réflexion sur le devenir des institutions mais, à mon sens, puisque je vous propose d'en faire la priorité, c'est à partir de ce que l'on voudra définir comme *vouloir vivre ensemble* au niveau européen que l'on pourra esquisser une architecture institutionnelle qui réponde aux aspirations et aux problèmes posés aujourd'hui.

Examinons la corbeille de mariage

Pour parler de cette corbeille de mariage, j'ai cherché quand même une phrase provocante et je l'ai trouvée chez l'historien anglais Norman Davies qui a publié une Histoire de l'Europe en 1999 et qui dit – si Monsieur Geremek était là il approuverait – *c'est à l'Est sous la pression communiste que la tache mauve alors traditionnelle de l'Europe a été le mieux préservée.*

Un autre historien anglais, Ugon Setenwatson, refuse de tenir pour acquis – et nous étions encore en guerre froide – le clivage Ouest-Est ; il souligne après bien d'autres, que je pourrais citer, à la fois la complexité de la grande Europe, les plusieurs Europe(s), mais aussi les impératifs qui s'imposent à elle, la nécessité d'un idéal européen, le rôle complémentaire de l'Ouest et de l'Est et la reconnaissance du pluralisme culturel européen.

Ces propos écrits par des intellectuels qui ne se préoccupaient pas alors de la construction de l'Europe doivent éclairer notre pensée et bien montrer qu'au-delà de l'entreprise humaine qui a commencé en 1950 il y a dans toute l'histoire de l'Europe – depuis longtemps – il y a des hommes et des femmes qui ont pensé cette Europe - sans avoir en tête le traité de la CECA ou la Déclaration de Schuman - mais comme un continent avec sa personnalité et sa diversité.

Je voudrais vous dire quelques mots des apports des pays de l'Europe Centrale et Orientale, de leurs difficultés politiques et sociologiques, et bien entendu, je ne peux pas négliger les paramètres économiques pour ce grand chantier, car ce serait tomber dans l'excès contraire.

Les apports de ces pays, sont tout d'abord ceux de leur propre histoire. Beaucoup de ces pays ont été non seulement les victimes du communisme mais, pendant plus de cent ans, les jouets des grandes puissances au travers de traités qui faisaient – et re-faisaient – ou défaisaient des nations. En second lieu, il y a la mentalité des petites nations – nous avons aussi nos petites nations dans l'Europe actuelle – mais là elles sont nombreuses. Milan Kundera, qui s'est battu lui aussi avant la chute du Rideau de fer, qui s'est battu pour mieux nous faire comprendre cette force humaine vitale qui était dans l'Europe de l'Est, disait : «...*il me semble souvent que la culture européenne commune recèle une autre culture inconnue, on suppose que les petits sont nécessairement les imitateurs des grands, c'est une illusion, ils sont très différents* » et Jean Monnet affirmait toujours en pensant à l'organisation de l'Europe, que «... *ce foisonnement, cette coexistence entre grands et petits pays porte en elle-même une grande valeur humaine et je dirais même spirituelle* ».

Leur contribution, c'est aussi leur volonté d'apporter leur pierre à la construction de l'Europe. Certains sont souvent agacés par les Polonais – qui est le pays le plus peuplé parmi les candidats. Dès 1989-90, ses dirigeants affirmaient que la Pologne serait dans la colonne vertébrale de l'Europe avec l'Allemagne, la France et l'Espagne. Et je pourrais citer les visages de l'Europe future dessinés par un Vaclav Havel et bien d'autres. Les pays viennent avec leurs idées, leur volonté, leurs aspirations.

Ne sous-estimons pas les difficultés

Leur apport est vraiment précieux. Il est qualitatif plus que quantitatif, mais il ne faut pas l'oublier au moment où nous essayons de débattre avec eux de l'avenir de l'Europe. Bien sûr, ils ont des difficultés – et pas simplement économiques et juridiques -. Il ne faut surtout pas sous-estimer les difficultés juridiques rencontrées par des pays qui ont vu leur identité nationale réduite par le communisme et qui aussi ont subi une administration de type stalinien qui n'a rien à

voir avec une administration d'animation nécessaire dans une démocratie pluraliste et dans une économie de marché.

Leurs difficultés tiennent aussi à l'absence des classes moyennes – il ne faut pas en faire une exigence générale, mais c'est quand même très important -, à une sécularisation quasi totale dont on a aussi vu les éléments dans les nouveaux Länder de l'Allemagne de l'Est. Cette quasi-sécularisation ne veut pas dire que tout est effacé, mais que tout doit pouvoir renaître d'une autre manière avec beaucoup de nostalgie, de remords, de difficultés. En un mot, retrouver ses racines, ses traditions, sa personnalité...

Enfin, il existe une tension entre ces souverainetés qu'ils ont retrouvées et les perspectives de l'intégration. Ce n'est pas une raison pour dire que ces pays sont nationalistes, mais on comprend qu'à un moment où ils s'échappent du communisme il éprouvent le besoin de réaffirmer un vouloir vivre ensemble au niveau national, et de retrouver la dignité de leur nation. En même temps, nous leur disons : « vous allez partager cette souveraineté, et en céder une partie à l'Union ». Convenons que ce n'est pas toujours facile pour eux !

Quant aux problèmes économiques qui font l'objet de ces négociations, sans oublier la fameuse intégration de l'acquis communautaire, 80.000 pages de textes juridiques avec commentaires, pour vous en indiquer la complexité - et aller très vite -, je vais faire une comparaison entre l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal et l'entrée de ces dix pays. Les trois pays méditerranéens – quand ils se sont présentés à nous – offraient un quart de territoire en plus ; les dix actuels : un tiers en plus. Les trois pays méditerranéens, c'étaient 22% de population en plus ; les dix prétendants, ce sont 30% de population en plus.

La part de la production intérieure brute, c'est-à-dire de la richesse – je n'aime pas beaucoup caractériser la richesse par la production intérieure brute ... - des pays candidats par rapport à la Communauté était de 10% pour les trois pays méditerranéens, elle n'est que de 5% pour les dix pays candidats par rapport à celle des pays membres. Et enfin le niveau de vie par tête était - pour les trois pays méditerranéens - les deux tiers de la moyenne des pays de l'Union, alors que pour les dix prétendants, il n'est que d'un tiers : 38% exactement. C'est donc vous dire que la distance est grande. Mais des progrès ont été accomplis par ces pays. Il reste parmi les principales difficultés : l'émigration de la main d'œuvre, la modernisation des secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des transports et l'environnement. Songez que pour ces quatre secteurs, la mise aux normes de l'Union européenne représenterait des investissements énormes de l'ordre de 6% de

leur production intérieure brute -. Enfin quand ils seront avec nous, ils devront définir leur place dans la division européenne et la division internationale du travail.

II. Quels objectifs pour la grande Europe ?

Il faut des objectifs qui soient réalistes, des objectifs qui tiennent compte des difficultés actuelles des Quinze pour se mettre d'accord sur une force d'intervention de 60.000 personnes, sur l'augmentation de leur budget de défense, sur des positions communes en matière de politique économique étrangère, sur la bonne synthèse entre la libération des marchés et les régulations nécessaires. Sur tout ce qui touche à la fois le politique, le social et l'économique, les Quinze ne sont pas totalement d'accord, loin de là !

Comment par une sorte de miracle la venue de 12 pays permettrait tout à coup de se mettre d'accord ? C'est pour cela qu'il faut arrêter de faire du nominalisme et de laisser croire que la grande Europe pourrait réaliser – encore une fois – tous les objectifs fixés par les traités actuels. Mon affirmation est très critique, je le sais. Il y a d'abord les objections des «docteurs tant mieux » qui disent : «...*surtout ne dites pas cela parce que vous les découragez* » et vous avez l'air de dire qu'ils seront des partenaires de deuxième zone. De grâce, ne nous transformons pas en ces joueurs de flûte de la légende !

Je crois que cette grande Europe devrait se fixer uniquement trois grands objectifs :

- devenir un espace de paix et de sécurité dans le droit fil de l'inspiration qui a conduit l'aventure européenne jusqu'à son point d'aujourd'hui
- fournir un cadre pour un développement soutenable et équitable
- et enfin permettre une expression enrichie de nos diversités, puisque c'est par la personnalisation même de notre culture que nous arrivons à accéder à l'Universel et non pas en nous dépouillant de ce que nous sommes.

Tout d'abord un espace de paix et de sécurité. Ceci implique la stabilité des frontières, une révolution historique pour ces pays, la coexistence active, contractuelle entre majorité et minorité – et voyez qu'il y a encore des problèmes avec les minorités hongroises, avec les Sudètes pour ne citer que ces deux exemples –. Cela exige de l'Union Européenne un effort exceptionnel dans les

Balkans. Je sais que la Bulgarie et la Roumanie sont en retard sur le plan économique, ce sont les cas les plus difficiles. Je sais que ce n'est pas facile de passer de cette Yougoslavie (créée par un traité) à des nations indépendantes, mais je vous pose la question: Serait-il plus difficile aujourd'hui de proposer aux pays membres de l'ex-Yougoslavie un effort du même ordre que celui que nous avons fait pour la CECA – c'est à dire travailler ensemble, coopérer ensemble pour mieux se connaître – ? Est-ce impossible ? C'est pourtant là un des talents de l'Union Européenne. Alors que la pente naturelle est que chaque pays développe ses relations économiques, financières, avec l'Union.

Le même problème vaut mais il est encore plus difficile en raison des divisions pour la Méditerranée. Donc nous avons une tâche à mener qui n'a rien à voir avec la négociation des traités.

A ces conditions seulement, nous pourrions créer cet espace de paix et de sécurité. Ce qui veut dire en pensant aux puristes de la construction européenne, que si je limite les objectifs de la grande Europe, j'y inclus quand même le troisième pilier c'est-à-dire les objectifs de sécurité interne, car il n'est pas possible aujourd'hui de freiner le mouvement et de ne pas avoir pour l'ensemble de la grande Europe, une coopération forte en matière de sécurité, puisque la criminalité s'est internationalisée et que nous souffrons tous des mêmes maux.

Bien sûr tout ne sera pas réglé : comme le disent très bien les Polonais d'ailleurs - et d'autres – car nous avons nos frontières extérieures. Il n'y a pas que le problème de Kaliningrad, cette enclave russe qui sera au milieu de l'Union, il y a d'autres cas. Bien entendu la gestion des nouvelles frontières de l'Europe sera un problème très difficile. Ce n'est pas qu'une question de douane, ce n'est pas qu'une question de police, il s'agit aussi de définir quel type de relations nous arriverons à nouer – quel type de contrat nous arriverons à passer, avec les pays qui entoureront l'Union européenne.

Le deuxième objectif qu'on doit assigner, c'est un cadre pour un développement soutenable et équitable : un espace-marché de 500 millions d'habitants, un espace-marché qui, bien entendu, - comme le fustigent ceux qui craignent que l'élargissement se traduise par une dilution de l'Europe - ne peut fonctionner que s'il a des règles, des règles qui s'imposent à tout le monde et qui puissent être respectées. Cet espace-marché, présente évidemment, de très grandes

potentialités. Mais si nous avons pu progresser depuis 1985, ce n'est pas parce que nous avons décidé simplement de faire un grand marché sans frontières, c'est parce que dans l'Acte Unique qui a permis la réalisation du marché sans frontières, il y avait un triptyque de base auquel, en tant que militant européen, je tiens beaucoup et qui n'a pas été facile à faire accepter.

« La compétition qui stimule, la coopération qui renforce, la solidarité qui unit » c'est le grand défi – je ne parle pas pour l'instant des questions morales – qui est posé aux Quinze. Si demain pour des raisons égoïstes – d'égoïsme national –, pour des raisons budgétaires – on entend parler que de cela –, on devait abandonner ce triptyque, alors l'Union ne serait vraiment qu'une zone de libre échange. Et d'ailleurs elle ne résisterait pas à l'usure du temps.

La compétition c'est le grand marché, la coopération – nous avons un patrimoine considérable en matière de coopération mais nous ne l'utilisons pas –, les politiques structurelles ont été basées sur le partenariat avec les régions qui élaboraient des programmes, travaillaient en partenariat et recevaient des fonds européens. C'est une réussite. Il faut en étendre l'esprit à d'autres domaines. Prenons deux exemples. S'il y avait davantage de coopération, je ne vous aurais pas dit au début que l'Union Economique et Monétaire ne marchait que sur la jambe monétaire, car la jambe économique serait forte. S'il y avait davantage de coopération, croyez-vous que l'on entendrait les pleurs chaque jour de ceux qui disent que l'Europe est à la traîne en matière de recherche ? Parce que nous ne coopérons pas réellement d'une manière intelligente et efficace en matière de recherche, que nos pays n'ont pas la taille suffisante pour tout faire. Et c'est vrai aussi, comme l'a dit Madame Aubry, pour la santé et pour la politique des médicaments entre autres. La coopération est un élément essentiel de notre apprentissage commun, il faut la développer.

Et enfin la solidarité. On n'aurait jamais fait de Marché Unique si les politiques structurelles n'avaient pas vu leurs montants passer dans le budget communautaire de 5 milliards d'euros en 84 à 33 milliards d'euros aujourd'hui. Ce n'est pas simplement une question d'argent, c'est que des responsables locaux, ou régionaux, ont vu que l'Europe existait. Ils n'attendaient pas seulement de l'argent, ils proposaient des innovations, ils échangeaient des expériences. Charnellement, l'Europe existait plus et en même temps cela permettait d'éviter les ravages du « laissez faire, laissez passer ».

En agissant ainsi, nous ferions de la Grande Europe un laboratoire unique en matière de mondialisation puisque nous pourrions prouver que nous pouvons accepter la compétition, le

libre échange, à condition qu'il y ait des règles et aussi une forme de gouvernement de l'Europe – je reviendrai sur ce point pour terminer -.

Enfin, troisième élément de cette Europe, une expression enrichie de nos diversités : rien ne doit être totalement effacé d'une histoire mouvementée, le schisme d'orient, les conquêtes ottomanes, les guerres civiles européennes, des pays jouets des pressions et des traités des grandes puissances, les disparités de développement économique. La célèbre formule de Hanna Arendt du pardon et de la promesse reste le plus bel éclairage et le plus enthousiasmant que l'on peut donner pour l'Europe ; le pardon qui n'est pas l'oubli et la promesse qui est faite à toutes les générations qui vont venir – quels qu'aient été les crimes commis par leurs pères ou leurs mères ou autres – d'être réintégrées dans une communauté, de pouvoir parler, d'avoir sa chance, et non pas de porter à jamais le poids de crimes ou de péchés. Le pardon et la promesse est sans doute la formule qui vaut aussi dans la perspective de la grande Europe.

Bien sûr ces diversités culturelles sont marquées par des contrastes et des contradictions, l'expression culturelle va de l'économie, avec les produits des terroirs et autres, jusqu'à la création culturelle ; et l'enrichir des diversités permettrait à l'Europe de rester ce qu'elle est, le continent du débat. Comme le disait le Professeur Brugmans, fondateur du Collège de Bruges, : « ... *le continent du doute* » ; l'homme européen est l'homme du doute – il y a eu de magnifiques livres écrits sur ce point – mais ce doute ne l'empêche pas d'essayer d'accéder à une sagesse collective et une compréhension des autres.

Voilà me semble-t-il quels sont des objectifs raisonnables pour la grande Europe.

Qui osera en parler ainsi sans avoir peur aussi tôt d'être accusé de vouloir faire une Europe au rabais, ou bien s'ils sont sportifs et amateurs de football - le sport le plus populaire en ce moment – faire jouer certains en seconde division? Mais il ne s'agit pas de cela, et d'ailleurs si l'on parle ainsi, soyons clairs avec la notion de différenciation : pour déboucher sur mon troisième point qui est institutionnel.

Eloge de la différenciation

La différenciation a toujours existé dans la construction européenne. Je rappelle le recours nécessaire aux transitions à chaque fois qu'un nouveau pays est rentré, les « opting out » du traité de Maastricht – la Grande Bretagne et le Danemark ont demandé à ne pas appliquer certaines dispositions ; l'initiative dite de Schengen qui ne s'applique pas aux Quinze et enfin l'Union Economique et Monétaire.

Il faut ici poser la question à ceux qui ne veulent pas voir, qui sont comme l'autruche poursuivie dans le désert, qui ont la tête dans le sable, qui ne veulent pas voir : si on avait attendu l'unanimité des Quinze pour faire l'Union Economique et Monétaire, croyez-vous que nous aurions l'euro aujourd'hui ?

La différenciation procède d'un principe simple de tolérance. On ne peut pas obliger un pays à aller plus loin qu'il ne veut aller, mais ce même pays ne peut pas empêcher les autres d'aller aussi loin qu'ils le désirent. Cela - si vous voulez -, c'est la règle pour vivre ensemble ; dans le contrat de mariage, c'est la règle essentielle.

Dès que cette règle est oubliée et qu'on commence à jeter des anathèmes, ou que ceux qui ne veulent pas que l'Europe progresse refusent la différenciation, il n'est plus possible de progresser. La différenciation prendra aussi une autre forme dans la grande Europe, ce seront les coopérations sub-régionales : les pays de la Baltique ont des traditions ; les pays de l'Europe centrale aussi. Dans cette grande Europe, des coopérations régionales seront nécessaires. Pourquoi ? Parce que s'il n'y a pas de lien entre l'individu et les institutions - qui sont forcément lointaines – européennes, on ne pourra pas lutter contre le désenchantement démocratique, contre les vertiges de la globalisation.

Le choix est donc dans une différenciation organisée ou une différenciation de fait – et quand je dis différenciation de fait, les tentations sont là -, certains grands pays songent à des Directoires, à l'idée d'un Conseil de sécurité où les grands pays seraient tous représentés, par exemple politique étrangère ou politique de sécurité, et où les autres pays siègeraient à tour de rôle.

Les Directoires implicites sont déjà là. Pourquoi ne pas parler à ce moment là de différenciation avec l'une des deux formes que l'on envisage, les coopérations renforcées qui sont déjà prévues par les traités même si ce n'est pas encore très simple puisqu'un pays peut s'opposer à une

coopération renforcée en matière de politique étrangère - ou bien, l'idée que j'avais avancée d'une avant-garde et qui a été reprise y compris hier sous la forme d'un groupe pionnier ?

Mais ce qui nous menace, ce sont des formes cachées de différenciation et ces formes cachées sont perverses, car on essaiera ensuite de manipuler les institutions et de changer les règles du jeu.

Je vais vous donner un exemple concret : Un ou deux pays ont en tête que le Conseil européen se réunisse non plus 4 fois mais 6 fois par an avec des sherpas – des sherpas sont des hommes ou femmes désignés par le chef de gouvernement pour préparer des réunions -. Les sherpas préparent les réunions du Conseil européen et le système communautaire actuel est marginalisé. Mais s'il est marginalisé, cela veut dire que la Commission, institution qui est chargée de représenter les intérêts de tous les pays quelle que soit leur taille, ne peut même plus assumer cette tâche. Et pas davantage pour le Parlement Européen. Ce n'est pas pour ces deux institutions une question de statut, c'est la philosophie même de la Communauté qui est en cause.

III. Du chantier institutionnel

Ayant dit cela – qui pour moi est l'essentiel - et ne voulant pas abuser de votre attention, je ne vous livrerai pas une réforme institutionnelle clefs en mains ; la réflexion commence seulement et je place beaucoup d'espoir dans la Convention pour avoir un débat qui est d'ailleurs commencé puisque les chefs de gouvernements eux-mêmes se sentent obligés d'indiquer leur position. Bonne chance à la Convention, comme outil de démocratisation du débat, comme lieu indispensable de confrontation et, je l'espère, de synthèse.

Il me semble que la réflexion doit être basée sur 4 points essentiels :

- 1. Le système est trop compliqué et généralement illisible pour un citoyen de bonne volonté : il faut être inventeur de simplicité, ce qui passe – notamment – par une clarification des compétences et par la fixation d'un agenda politique compréhensible ;
- 2. L'accroissement du nombre des Etats membres constitue un défi essentiel pour la préparation et la prise de décisions, pour le rôle dévolu à la présidence de l'Union, mais c'est autant une affaire de gestion politique et administrative que de réforme des institutions. Dans une voiture, il y a l'apparence - le design - et il y a le moteur : la

passion de nos responsables politiques pour le design est formidable mais il n'y en a pas un qui prendrait le temps de soulever le capot pour voir ce qui ne va pas dans le moteur. Si on aménageait pratiquement le moteur, on pourrait déjà améliorer pour 50% le fonctionnement et la transparence de l'Union ;

- 3. La méthode communautaire a fait ses preuves, il y a coïncidence entre sa rigoureuse application et les avancées de la construction européenne. Elle permet de préparer les décisions ; elle assure la surveillance des règles communes ; elle les fait appliquer soit par les instances communautaires, soit par les Etats membres. Autrement dit, plus nous sommes nombreux, plus la méthode communautaire est utile pour les objectifs que j'ai fixés, notamment pour le premier et le second. Parce que plus nous sommes nombreux, moins le Conseil européen peut embrasser les problèmes et il faut une institution qui soit là tous les jours pour penser l'Europe. A condition, bien sûr, que cette institution se concentre sur des priorités qui constitueraient un agenda politique compréhensible par le citoyen.
- 4. La subsidiarité est une préoccupation essentielle de l'Union européenne. Ce principe philosophique, cette conception de l'homme et de son appartenance à la société ne peut être enfermé dans un cadre juridique, son application relève du débat et de la décision politique. Contrairement à ce qui se passe dans un Etat fédéral – comme en Allemagne, où la cour de Karlsruhe gère les différends entre le Bund et les Länder – ce n'est pas possible de transposer ce système en Europe. La subsidiarité est vraiment un état d'esprit, c'est la croyance qu'il faut laisser à l'homme le sentiment de ses droits, de ses devoirs et la possibilité d'agir non seulement sur son destin individuel mais aussi sur le destin collectif dans des communautés d'appartenance. Comment faire fructifier ce bouillonnement local ? Comment lui faire donner tout son suc, dans la cohérence d'ensemble du projet européen ? Il me semble que pour prolonger la parabole du moteur, la condition accessible d'un meilleur fonctionnement, c'est la reconstitution d'un tandem Commission/Conseil qui est au cœur du processus de préparation des décisions avec un Conseil des Ministres qui se tiendrait régulièrement à Bruxelles -. Sur la subsidiarité, indépendamment de son aspect philosophique, indépendamment du fait que lorsqu'on parle du déficit démocratique, il faut être prudent. On pourrait très bien distinguer dans les éléments juridiques entre la loi d'application directe, les lois cadres qui seraient mises en

œuvre par les Etats avec une certaine flexibilité et enfin les décrets d'exécution; il faut sortir de la typologie actuelle des textes pour permettre justement cette adaptation.

Quant au déficit démocratique ?

Qu'en est-il du déficit démocratique dont nous avons déjà parlé ?

Je suis assez scandalisé par la façon dont le sujet est traité. On traite le sujet comme si, à l'intérieur de nos nations, la démocratie fonctionnait d'une manière parfaite et comme si les individus étaient de plus en plus des personnes participant à la mise en œuvre du destin collectif. Non, le désenchantement démocratique est général. Ne demandons pas à l'Europe de résoudre tous nos problèmes, mais de résoudre la partie du problème qui la concerne. Pour l'instant la souveraineté, la citoyenneté, nous savons y réfléchir, nous savons la pratiquer à l'intérieur d'un Etat-nation avec le double aspect de la souveraineté d'un côté, la souveraineté intérieure, avec le respect des droits des individus, de la loi et, de l'autre côté, la souveraineté extérieure qui consiste à défendre ses intérêts, mais avec des limites qui tiennent aussi aux intérêts et à l'autonomie des autres pays. Ce qui explique par exemple dans cette théorie classique qui a gouverné le monde, le principe de la non-ingérence.

Comment arriver à fractionner cette souveraineté et en porter une partie au niveau européen, alors que la citoyenneté est rattachée à la nation? Ce n'est pas simple ! Je n'attends donc pas des miracles sur ce plan, mais je pense quand même qu'avec plus de simplicité dans le fonctionnement institutionnel, plus de subsidiarité et de liens entre la démocratie à portée de la main – si je puis dire – et celle qui s'exerce en haut, on pourrait faire bien des progrès. Mais, si des nations se sont constituées – l'Europe ne peut pas se constituer comme l'ont fait les nations – c'est parce qu'au-delà de ce que nous oublions – peut-être par facilité – ces nations se sont fondées sur un vouloir-vivre ensemble, conforté par une histoire commune. Le plus important en Europe est donc de créer ce vouloir-vivre ensemble.

Comme on ne tombe pas amoureux – comme on l'a dit précédemment - ni d'un taux de croissance, ni d'un grand marché, il convient, grâce à un langage clair et sur la base d'objectifs limités, de créer puis de renforcer ce vouloir vivre ensemble.

Aujourd'hui et pour terminer sur le plan institutionnel, la gouvernance est à la mode. La gouvernance est utile pour la gestion des interdépendances, pour l'animation des réseaux, pour organiser la mondialisation. Mais l'Europe ne deviendra un objet politique identifiable que si elle a un gouvernement, non pas un gouvernement par analogie avec le gouvernement national, mais, pour reprendre le langage institutionnel, un exécutif européen. Si nous voulons qu'il y ait une Europe politique, des citoyens européens, c'est à dire qui sont citoyens de leur pays, mais en plus se sentent partie prenante de l'aventure collective européenne, alors il faut qu'ils aient un exécutif, il faut que l'on sache qui représente l'Europe sur le plan extérieur, qui fait quoi sur le plan intérieur à l'Union et, en un mot, à qui demander des comptes.

Voilà quelques réflexions en miettes sur les institutions, je n'ai pas voulu – encore une fois – vous livrer une maison clefs en mains.

*
* *

Au total, l'Europe se trouve placée, comme toujours, devant son destin.

Est-ce qu'elle saura survivre ou est-ce qu'elle va doucement vers son déclin, la nostalgie étant pour les grands pays de l'Europe, de rêver que le monde n'a pas changé et que l'on peut ressusciter le monde d'hier qui n'était d'ailleurs pas si enviable que cela.

En second lieu, concilier la puissance et la générosité : Qu'est-ce que serait la puissance de l'Europe sans sa générosité ? Là encore nous vient de l'Est un questionnement – je ne dis pas une réponse mais un questionnement -, je cite souvent cette remarque de Vaclav Havel : *«La mission de l'Europe n'est plus ou ne sera jamais plus, ni de gouverner le monde ni d'y répandre par la force la représentation du Bonheur et du Bien, ni de lui inculquer sa culture, ni de lui donner des leçons ; mais d'être exemplaire tout en se faisant respecter.»*, c'est donc un problème de dignité, de puissance, de générosité. Rappelons-nous, à la lumière de nos tragédies passées et de l'espoir

suscité par l'idéal européen, rien n'aurait été possible sans la conjugaison – chez certains hommes et chez certaines femmes – d'une vision, du cœur, de la compétence et d'un certain pragmatisme.

Vous, citoyens européens, demandez à ceux qui sont aux affaires aujourd'hui : Le compte y est-il ?